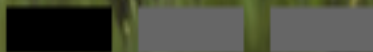


REVUE IVOIRIENNE DE SOCIOLOGIE ET DE SCIENCES SOCIALES



Vol. 1 (2025) n°19 — 1^{ère} trimestre
du 15 Avril 2025

ISSN 2707-8604





Revue Ivoirienne de Sociologie et de Sciences Sociales
Université Alassane Ouattara
(Bouaké - Côte d'Ivoire)

Directeur de Publication :

Dr Gnazégbo Hilaire MAZOU, Maître de Conférences

Boîte postale : 01 BP V18 Bouaké 01

Tél :
(+225) 0102 84 10 79
(+225) 0708 35 09 41

E-mail : revueriss@gmail.com

INDEXATION

<https://reseau-mirabel.info/revue/15308/Revue-ivoirienne-de-sociologie-et-de-sciences-sociales-RISS>

https://www.academia.edu/49037913/REVUE_IVOIRIENNE_DE_SOCIOLOGIE_ET_DE_SCIENCES_SOCIALES

Site internet : [http:// www.riss-uao.org](http://www.riss-uao.org)

ISSN 2707-8604

ADMINISTRATION DE LA REVUE

Directeur de Publication : Dr Gnazégbo Hilaire MAZOU, Maître de Conférences

Rédacteur en chef : Dr Djama Ignace ALLABA, Maître de Conférences

Rédacteur en chef Adjoint : Dr Meless Siméon AKMEL, Maître de Conférences

Correspondance : *revueriss@gmail.com*

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Prof. N'Guessan François KOUAKOU, Professeur des Universités, Université Alassane Ouattara

Prof. Deho Roger TRO, Professeur des Universités, Université Alassane Ouattara

Prof. Issiaka KONE, Professeur des Universités, Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa

Prof. Alphonse Yapi-DIAHOU, Professeur des Universités, Université Paris 8

Prof. N'Doumy Noël ABE, Professeur des Universités, Université Alassane Ouattara

Prof. Doumbia TIEMOKO, Professeur des Universités, Université Alassane Ouattara

Prof. Émile Brou Koffi, Professeur des Universités, Université Alassane Ouattara

Prof. Doh Ludovic FIÉ, Professeur des Universités, Université Alassane Ouattara

Prof. Opadou KOUDOU, Professeur des Universités, École Normale Supérieure Abidjan

Prof. Maïga ALKASSOUM, Professeur des Universités, Université OUAGA I (Burkina Faso)

Prof. François N'Goran KOUASSI, Professeur des Universités, Université Alassane Ouattara

Prof. Jean Ferdinand MBAH, Professeur des Universités, Université Omar-Bongo (Gabon)

Prof. Charles AWESSO, Professeur des Universités, Université de Lomé (Togo)

Prof. Jean-Michel Egue LATTE, Professeur des Universités, Université Alassane Ouattara

Prof. Jean-Baptiste GBONGUE, Professeur des Universités, IPNETP Abidjan

Prof. Hypolithe TOLLAH, Professeur des Universités, Universités Québec à Trois Rivières

COMITÉ DE LECTURE

Prof. Sekre Alphonse GBODJE, Professeur des Universités, Université Alassane Ouattara

Dr Irafiala TOURE, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara

Dr Diamoi Joachim AGBROFI, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara

Dr Gnazégbo Hilaire MAZOU, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara

Dr Meless Siméon AKMEL, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara

Dr Obou Mathieu TCHETCHE, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara

Dr Imourou Abou BAKARI, Maître de Conférences, Université Abomey-Calavi (Bénin)

COMITÉ DE RÉDACTION

Dr Gnazégbo Hilaire MAZOU, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara

Dr Djama Ignace ALLABA, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara

Dr Meless Siméon AKMEL, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara

Dr Gnabro Robert LOBA, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara

Dr Brahima COULIBALY, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara

Dr Djibli Vincent DIBI, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara

Dr Konan Jérôme KOUAKOU, Chargé de recherche, Université Alassane Ouattara

Dr Euloge Zagocky GUEHI, Chargé de recherche, Université Peleforo Gon Coulibaly Korhogo

Dr Martin Armand SADIA, Maître-assistant, Université Alassane Ouattara

Dr Tehua Parfait KOUAKOU, Maître-assistant, Université Alassane Ouattara

NOTES AUX CONTRIBUTEURS

La revue **RISS**, *Revue ivoirienne de sociologie et de sciences sociales* de l'Université Alassane Ouattara de Bouaké (Côte d'Ivoire), est une revue scientifique à comité de lecture international et des évaluateurs faisant autorité dans les différents domaines qui ont le développement pour objet, notamment la sociologie et les sciences sociales. RISS est un espace de diffusion de travaux originaux de Sociologie et de Sciences Sociales. Cette revue scientifique vise l'émergence, la diffusion de réflexions approfondies sur le développement et la promotion d'un espace de communication et d'échange entre enseignants-chercheurs, chercheurs et différents autres intervenants sur la question partout dans le monde. La revue **RISS** publie un numéro tous les trimestres (quatre (4) numéros ordinaires chaque année), disponible en ligne sur le site de la revue et un dossier thématique au format papier paraissant au cours de la deuxième quinzaine du mois de décembre. En vue de susciter des interventions pour le dossier thématique, un appel à contribution est émis au début du mois de janvier de chaque année. Ce dossier vise à faire l'état d'une question dans toute sa complexité et ses diverses approches. Il est sous la responsabilité d'un Directeur désigné qui en assure le développement éditorial. Les normes éditoriales de la revue RISS sont conformes à celles adoptées par le Comité Technique Spécialisé (CTS) de Lettres et sciences humaines/CAMES.

Les manuscrits

La revue RISS ayant un caractère international, il est recommandé aux auteurs de rédiger dans le souci d'être compris de tous. Aussi doivent-ils éviter des expressions régionales ou de faire allusion à des faits situés localement. Les contributions doivent être envoyées aux responsables de la revue sous la forme électronique, en version Word uniquement à l'adresse : revueriss@gmail.com. Tout projet de texte soumis à évaluation doit présenter les informations suivantes :

- Titre de l'article en capitales d'imprimerie (20 mots maximum) ;
- Les Noms et prénoms complets des auteurs avec leurs adresses professionnelles ;
- Institution de rattachement de son auteur ou de chacun de ses auteurs ;
- Le résumé de l'article en français et en Anglais (150 mots maximum).
- Le corps du texte en Police Times New Roman, Taille 12, Interligne simple ;

Les références bibliographiques suivant les Normes APA (classées par ordre alphabétique) ;

- Volume : 20 pages maximum
- Marges : 3 cm à gauche, 2 cm en haut, à droite et en bas
- La subdivision du texte doit se faire selon le système décimal (1., 1.1., 1.2. - 2., 2.1., 2.2. , etc.).

Structuration recommandée pour tout manuscrit

Pour les contributions **théoriques** et **fondamentales** :

- ✓ Une introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approches théoriques)
- ✓ Un développement articulé
- ✓ Une conclusion
- ✓ Une bibliographie

Pour les contributions résultant d'une **recherche de terrain**:

- ✓ Une introduction (justification du choix du thème, objectif, question principale)
- ✓ Un développement articulé (méthodologie, résultats, discussion)
- ✓ Une conclusion
- ✓ Une bibliographie

Résumé : Tout article, y compris les articles de synthèse, doit être accompagné de résumés en français et en anglais, quelle que soit la langue originale du texte. Il doit énoncer brièvement le problème et les objectifs de la recherche, la démarche méthodologique et les principaux résultats. Tout résumé est suivi d'un maximum de 5 mots clés.

Introduction : L'introduction doit poser clairement la problématique avec des citations scientifiques (au moins 5) les plus récentes et les plus pertinentes. Les objectifs de l'étude doivent être clairement énoncés. Le texte doit être rédigé dans un langage scientifique et compréhensible.

Matériel et Méthodes : Dans cette rubrique, il s'agira de décrire la démarche méthodologique suffisamment détaillée. Y figurent entre autres : le type d'étude, la description de la population de l'étude, les données et les techniques utilisées, les variables principales et secondaires étudiées, l'analyse statistique, etc.

Résultats et analyse : Les titres sont alignés à gauche, sans alinéa et en numérotation décimale : Titre de niveau 1 est en gras (6 pts avant, 6 pts après), Titre de niveau 2 est en italique gras avec 6 pts avant, 6 pts après et le Titre de niveau 3 est en italique non gras (6 pts avant, 6 pts après).

Discussions : La démarche méthodologique utilisée et les résultats obtenus doivent être discutés de façon conforme aux normes. Au moins cinq (5) auteurs devront être cités en référence dans la discussion.

Citations : Les citations d'auteurs sont entre guillemets. Lorsqu'elle dépasse trois (3) lignes, il faut aller à la ligne pour la mettre convenablement en forme (interligne 1, aller en retrait vers la droite de 2 points, taille de la police réduite d'un point par rapport à la taille normale du texte). Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon le cas :

Initiale(s) du (des) prénom(s) du (des) auteurs plus nom du (des) auteurs suivi de l'année de publication et de (des) pages de référence ; tous ces éléments étant mis entre parenthèses.

Initiales (s) du (des) prénoms du (des) auteurs plus nom du (des) auteurs, année de publication et page de références ; ces deux derniers éléments étant mis entre parenthèses.

Exemples :

Cas 1 : Les femmes enceintes ont leur façon d'appréhender les différents modèles d'interprétation de la maladie (P. H. Collins, 2012 : p. 6).

Cas 2 : Selon H. Mazou (2014, p. 11), les comportements des jeunes sont socialement situés.

Références bibliographiques

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit :

Nom et Prénom (s) de (des) auteur(s), Année de publication, Titre, Lieu de publication, Zone Éditeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif.

Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Éditeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la

revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2^{de} éd.).

Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Par exemple :

1. Bourdieu Pierre, 1998, La Domination masculine, Paris, Éditions du Seuil, 92 p.
2. Gendron C. 2006, Le développement durable comme compromis, Paris, PUQ, 294 p.

TABLE DES MATIERES

Éditorial	9
-----------------	---

GEOGRAPHIE

ETALEMENT URBAIN ET DYNAMIQUE DE LA DEGRADATION DES ECOSYSTEMES DANS LA COMMUNE URBAINE DE KANKAN, PREFECTURE DE KANKAN, REPUBLIQUE DE GUINEE

Modibo Zoumana COULIBALY, Lanfia DIANE, Boye KOIVOGUI, Moussa KABA	10 - 30
---	---------

HISTOIRE

CROYANCE ET RELIGION CHEZ LES MANDÉ-SUD : EXCURSUS SUR LA SPIRITUALITÉ GBAN

GADJI Donlo-Ny Christelle	31 - 43
---------------------------------	---------

PHILOSOPHIE

ETAT ET ETHNICITÉ EN AFRIQUE

Birama Diop	44 – 56
-------------------	---------

ÉCOLOGIE DE LA SANTÉ: ENJEUX ET PARADOXE DE LA SANTÉ CONNECTÉE DANS LE CHAMP DE L'ENVIRONNEMENT

Zoukou Sabine SEKIA	57 - 65
---------------------------	---------

SOCIOLOGIE

DUAL IMPLEMENTATION OF MODERN AND TRADITIONAL MEDICINES AGAINST COVID19 IN CAMEROON.

Danielle Minteu Kadjé	66 - 78
-----------------------------	---------

CONDITIONS SOCIALES DES BENEFICIAIRES DE MICROFINANCE ET PERSISTANCE DES IMPAYES A TOFFO ET A ALLADA AU SUD-BENIN

Joseph Kotcholé HOUNGNON, Rodrigue Sèdjrofidé MONTCHO	79 - 98
---	---------

EFFRITEMENT DU LIEN SOCIAL À LUEUNOUFLA POST-ADOPTION DES HERBICIDES DANS UN CONTEXTE D'AUTONOMISATION DES FEMMES RURALES

KONAN Koffi, KOUAKOU Aya Larissa, KOFFI Alexis, SANOGO Mamadou, AKANO Aïcha	99 - 112
--	----------

**AUTONOMISATION FINANCIERE DES FEMMES MAREYEUSES DU LAC
AHEME AU SUD DU BENIN : DE L'EXCLUSION DES HOMMES PECHEURS ET
FABRIQUE DE L'INEGALITE DU GENRE**

Codjo Timothée TOGBE 113 - 124

**EFFET DES RATIONS SECHES SUR LE MAINTIEN ET LA PROMOTION DES
ECOLIERS DANS LES ECOLES PRIMAIRES DE MALANVILLE**

Soulé EL HADJ IMOROU 125 - 141

**LA NÉCESSITÉ D'UNE CONSTRUCTION DE LA RÉSILIENCE PROACTIVE DE
L'UAO**

KOFFI Koffi Bernard / TOURE Irafiala 142 - 154

**L'INFLUENCE DE L'ENVIRONNEMENT FAMILIAL SUR LA PERCEPTION DE
L'ESPRIT ENTREPRENEURIAL CHEZ LES DIPLÔMÉS DE MASTER
PROFESSIONNEL DE L'UNIVERSITE ALASSANE OUATTARA**

YEBOUA Atta Kouassi Didier / KOUAKOU Konan Jérôme 155 - 168

**APPROCHE D'UN MODELE SOCIOEDUCATIF POUR UN ACCOMPAGNEMENT
EFFICACE DES PERSONNES AGEES DE BOUAKE**

TAHTOH Zogbé Marius / MAZOU Hilaire Gnazégbo 169 – 192

SCIENCES DU LANGAGE ET DE LA COMMUNICATION

**LA GESTION DE LA RELATION CLIENT FACE AUX ENJEUX DE LA
STRATEGIE D'IMAGE DES BANQUES EN CÔTE D'IVOIRE**

GOKRA Dja André Junior / GBODJE Gahoun Brice Aubain 193 – 208

**COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE ET PRISE EN CHARGE DES VBG :
OBSERVATIONS DE L'ONG CENTRE SOLIDARITÉ ACTION SOCIALE**

Anzata COULIBALY / Bah Jean-Pierre KOUAKOU 209 – 221

ÉDITORIAL

Le monde d'aujourd'hui est confronté à des phénomènes qui brouillent les distinctions habituelles : les appartenances multiples et les métissages, les rencontres interculturelles, les mélanges entre modernité et tradition, les tensions entre mondialisation et affirmations identitaires, les emprunts et les détournements d'une culture à l'autre, les impacts des nouvelles technologies de la communication et des nouveaux imaginaires culturels, les changements climatiques, etc. Toutes ces préoccupations susmentionnées invitent les Enseignants-chercheurs et Chercheurs à s'inscrire dans une démarche de découverte pour affronter la réalité sociale à travers leurs différentes investigations, échanges et contributions scientifiques. Il s'agit de comprendre et d'expliquer la réalité étudiée, dans le but de trouver la véritable explication des faits, en vue de participer au bien-être social de nos populations.

C'est dans ce contexte que la Revue Ivoirienne de Sociologie et des Sciences Sociales (RISS), du Département de Sociologie à l'Université Alassane OUATTARA (Bouaké - Côte d'Ivoire), dans une approche pluridisciplinaire, se propose de mettre à la disposition de ses fidèles lecteurs et contributeurs d'horizons divers, un espace d'échanges et de productions scientifiques, afin de contribuer au développement de nos sociétés.

Tout en vous souhaitant bonne lecture, nous espérons que les différentes contributions et échanges vous seront profitables.

Pour le comité de rédaction

Gnazégbo Hilaire MAZOU

Directeur de publication

CONDITIONS SOCIALES DES BENEFICIAIRES DE MICROFINANCE ET PERSISTANCE DES IMPAYES A TOFFO ET A ALLADA AU SUD-BENIN

/

SOCIAL CONDITIONS OF MICROFINANCE BENEFICIARIES AND PERSISTENCE OF DEFAULTS IN TOFFO AND ALLADA IN SOUTH BENIN

Joseph Kotcholé HOUNGNON¹, Rodrigue Sèdjrofidé MONTCHO²

¹²Université de Parakou, Ecole Doctorale des Sciences Agronomiques et de l'Eau

Auteur correspondant : Joseph Kotcholé HOUNGNON, josephhoungnon@gmail.com

Résumé

Les conditions économiques d'un individu englobent divers facteurs déterminant son bien-être financier et sa capacité à gérer ses ressources de manière durable. Cette étude vise à décrire les conditions socioéconomiques des clients des institutions de microfinance qui induisent les situations d'impayés. Pour atteindre cet objectif, une approche explicative a été adoptée, utilisant des méthodes telles que l'entretien, l'observation, la recherche documentaire et le questionnaire. L'étude a impliqué 180 participants, dont 150 clients d'IMF et 30 agents et responsables d'IMF, sélectionnés de manière raisonnée et par la technique de boule de neige. Les résultats montrent une corrélation significative entre le faible revenu, la diversité limitée des activités économiques, l'absence de ressources secondaires, une taille de ménage élevée, un faible niveau d'instruction et la probabilité accrue des clients des IMF de se retrouver en situation d'impayés.

Mots clés : conditions socioéconomiques, impayé, IMF, Allada, Toffo

Abstract

An individual's economic conditions encompass various factors that determine their financial well-being and their ability to manage their resources sustainably. This study aims to describe the socio-economic conditions of clients of microfinance institutions which lead to unpaid situations. To achieve this objective, an explanatory approach was adopted, using methods such as interview, observation, documentary research and questionnaire. The study involved 180 participants, including 150 MFI clients and 30 MFI agents and managers, selected purposively and using the snowball technique. The results show a significant correlation between low income, limited diversity of economic activities, absence of secondary resources, large household size, low educational level and the increased probability of MFI clients to find themselves in a situation unpaid debts.

Keywords: socio-economic conditions, unpaid debt, IMF, Allada, Toffo

Introduction

Le microcrédit a connu une expansion significative au cours des dernières décennies dans les pays en développement. Initialement promu comme un moyen efficace de créer ou stabiliser des activités génératrices de revenus, et donc de sortir de la pauvreté (F. Doligez *et al.*, 2016, p.52). Ce système permet aux populations exclues du secteur bancaire traditionnel d'accéder à des services financiers tels que les prêts, l'épargne et l'assurance. Le succès de certaines institutions, telles que la Grameen Bank au Bangladesh, a démontré le potentiel du microfinancement pour réduire la pauvreté et promouvoir l'entrepreneuriat. En Afrique, le microfinancement a pris une importance significative comme outil de développement socioéconomique. Les institutions de microfinance (IMF) jouent un rôle vital dans l'inclusion financière, particulièrement dans les zones rurales et marginalisées. Selon la Banque Africaine de Développement (BAD, 2017, p. 45), les IMF en Afrique ont contribué à l'amélioration des conditions de vie de millions de ménages, favorisant l'accès aux services de santé, à l'éducation et aux infrastructures de base (R. Akpla (2017, p. 67).

Au Bénin, le microfinancement est un secteur dynamique et essentiel pour le développement économique. Les IMF béninoises, telles que PADME et FECECAM, ont permis à de nombreux petits entrepreneurs de financer leurs activités et d'améliorer leur niveau de vie. Cependant, malgré ces succès, le taux de remboursement des prêts reste un défi majeur, avec des niveaux d'impayés significatifs qui menacent la viabilité de ces institutions (R. Akpla (2017, p. 67). Des études ont montré que les impayés dans les IMF sont souvent liés aux conditions socioéconomiques des clients. Par exemple, C. Churchill et A. Marr (2017, p. 82) ont conclu que les faibles revenus et l'instabilité économique des emprunteurs augmentent le risque de non-remboursement. De plus, A. Diagne et M. Zeller (2016, p. 103) ont identifié que le manque de diversification des sources de revenus des emprunteurs aggrave la situation des impayés, en particulier lors des chocs économiques ou des crises sanitaires.

Les recherches existantes, telles que celles de R. Cull et J. Morduch (2017, p. 28), B. Armendáriz et J. Morduch (2015, p. 56), (M. Bylander, 2015, p. 57), (J. Afonso *et al.*, 2016, p. 87) ont principalement mis l'accent sur des facteurs macroéconomiques et institutionnels, négligeant souvent les aspects microéconomiques et sociaux des emprunteurs individuels. Il y a un manque d'études approfondies sur les conditions de vie, les pratiques économiques et les structures familiales des clients des IMF qui pourraient influencer leur capacité à rembourser les prêts. Toutes ces situations amènent à se demander : quelles sont les conditions socioéconomiques des clients des institutions de microfinance qui induisent les situations

d'impayés ? Pour répondre à cette question, cette étude vise à décrire les conditions socioéconomiques des clients des institutions de microfinance qui induisent les situations d'impayés.

De façon spécifiques, il s'agit de décrire les profils socioéconomiques des clients des IMF d'Allada et de Toffo et de faire un diagnostic des IMF de la zone d'étude. Pour atteindre ces objectifs, il est essentiel de préciser le cadre dans lequel l'étude a été menée ainsi que la méthodologie adoptée.

1. Matériels et méthode

1.1.Milieu de recherche

Cette étude s'est déroulée dans les communes d'Allada et de Toffo, situé au sud du Bénin. La Commune d'Allada s'étend sur une superficie de 381 km² et est bordée au nord par Toffo, au sud par Tori-Bossito, à l'est par Zè, et à l'ouest par Kpomassè et Bopa. Elle comprend 12 arrondissements et 84 villages. En 2013, sa population était de 127 512 habitants, avec une concentration notable dans les arrondissements de Sékou, Allada, Agbanou, et Lissègazoun, qui représentent 50,20 % de la population totale. Les principaux groupes ethniques sont les Aïzo (83 %), les Fon (10 %), et les Yoruba (5,6 %). Les principales religions sont le traditionalisme, le christianisme et l'islam.

La Commune de Toffo, située au nord d'Allada dans le département de l'Atlantique, couvre une superficie de 492 km². En 2006, elle comptait environ 318 150 habitants, avec une densité de 122 habitants par km². Toffo comprend 10 arrondissements et 54 villages, avec le chef-lieu Toffo-centre situé à 81 km de Cotonou. Son climat subéquatorial se caractérise par quatre saisons et des précipitations annuelles d'environ 1100 mm pour la grande saison et 800 mm pour la petite. Le réseau hydrographique inclut le fleuve Couffo à l'ouest et le lac Hlan à l'est.

Socioculturellement, Toffo abrite plusieurs groupes ethniques avec des traditions marquées, comme chez les Aïzo de Colli où la cérémonie de sortie du nouveau-né inclut la consommation d'eau de ruissellement pour renforcer l'immunité, ce qui pose un défi pour les campagnes de sensibilisation à l'eau potable.

1.2.Echantillonnage

Pour cette étude, des techniques d'échantillonnage en sciences sociales ont été utilisées, combinant la méthode du choix raisonné et celle de la boule de neige, afin d'assurer une

représentativité adéquate. Au total, 180 personnes ont été enquêtées au moyen d'un questionnaire structuré. Les critères de sélection incluaient : être âgé d'au moins 18 ans, être client dans une IMF, avoir une expérience de 5 ans dans une IMF, et avoir déjà rencontré un incident de paiement.

Les techniques d'échantillonnage utilisées étaient :

- clients des IMF (150 individus) : Choix raisonné, sélection en fonction de critères spécifiques.
- personnel des IMF (30 individus) : Boule de neige, où les participants initiaux recommandent d'autres participants.

Le choix raisonné permet une sélection ciblée des participants en fonction des besoins de l'étude, tandis que la méthode de boule de neige permet d'atteindre des individus souvent difficiles à identifier autrement. En combinant ces approches, l'étude obtient des données diversifiées et spécifiques pour une analyse approfondie. Pour cette étude qualitative en sciences humaines et sociales, une approche basée sur la compréhension et la description a été adoptée. Selon J. W. Creswell (2018, p. 154), l'intégration des données qualitatives et quantitatives enrichit la recherche. Les entretiens ont inclus des discussions de groupe, des rencontres informelles et des observations directes. Ces méthodes ont permis de collecter des données primaires sur les caractéristiques démographiques et socioéconomiques des participants.

1.3. Analyse des données

Les données empiriques ont été traitées manuellement par une analyse de contenu thématique, utilisant Word, Excel et Kobocollect pour la collecte, le traitement et la création de graphiques. Les informations ont été regroupées par thèmes, permettant d'identifier les manifestations chez les personnes interrogées. Les synthèses ont été ensuite soumises à un traitement théorique pour confirmer ou infirmer les hypothèses de recherche. L'analyse a utilisé des méthodes descriptives et analytiques, telles que la triangulation et le regroupement des informations. Des verbatims ont été recueillis pour illustrer les faits, apportant une compréhension approfondie des thèmes abordés et renforçant la validité des résultats. De plus, le modèle FFOM (Forces-Faiblesses-Opportunités-Menaces) est utilisé pour faire le diagnostic interne des IMF.

Tableau 1: Modèle FFOM

Origine interne	Forces	Faiblesse
Origine externe	Opportunités	Menaces

Source : Travaux d’enquête de terrain, 2024

Après avoir détaillé la méthodologie utilisée, les résultats obtenus sont maintenant présentés et analysés.

2. Résultats

2.1.Caractéristiques sociodémographiques et économiques des enquêtés

Tableau 2. Caractéristiques sociodémographiques et économiques des enquêtés

Variables qualitatives		
Variables	Modalités	Fréquences absolues (%)
Sexe	Hommes	28
	Femmes	72
Niveau d'instruction	Aucun	44
	Primaire	19
	Secondaire	25
	Universitaire	12
Situation matrimoniale	Marié(es)	74
	Veufs	02
	Célibataire	24
Variables quantitatives		
Variables	Moyenne	Ecart-type
Nombre d’enfant	6	4
Age	32,75	8,03

Source : résultats d’analyse d’enquête de terrain, 2024

D’après l’analyse du tableau 3, il ressort que la répartition par sexe des répondants montre que les femmes constituent la majorité des clients des institutions de microfinance avec une fréquence absolue de 72%, tandis que les hommes représentent 28%. Cela peut indiquer une tendance plus élevée des femmes à recourir aux services de microfinance, potentiellement en raison de leur engagement dans de petites activités économiques informelles qui nécessitent des financements accessibles.

En ce qui concerne le niveau d'instruction, une proportion significative de 44% des clients n'a aucun niveau d'instruction formel, suivie de ceux ayant un niveau primaire (19 %), secondaire (25 %) et universitaire (12 %). La prédominance de clients avec peu ou pas d'instruction peut affecter leur capacité à gérer efficacement les prêts, ce qui pourrait contribuer aux risques de non-remboursement. La majorité des répondants sont mariés (74 %), tandis que 24 % sont célibataires et seulement 2 % sont veufs. La situation matrimoniale peut influencer la stabilité économique des emprunteurs, les mariés pouvant bénéficier d'un soutien économique conjugal, contrairement aux célibataires et veufs qui pourraient avoir des charges financières plus lourdes et une moins grande capacité de remboursement.

La moyenne du nombre d'enfants par emprunteur est de 6. Cela indique une variation importante dans la taille des familles, ce qui peut avoir des répercussions sur la capacité des emprunteurs à rembourser leurs prêts, car les grandes familles impliquent des dépenses plus élevées pour l'éducation, la santé et les besoins quotidiens.

L'âge moyen des emprunteurs est de 32,75 ans. Cette distribution d'âge montre que la majorité des emprunteurs sont des adultes jeunes à mi-âge, potentiellement actifs économiquement. Cependant, la variabilité de l'âge indique qu'il y a aussi des emprunteurs plus jeunes ou plus âgés, dont les besoins et capacités économiques peuvent différer.

2.2. Description des profils socioéconomiques des clients des IMF d'Allada et de Toffo

2.2.1. Catégorie professionnelle des clients des IMF

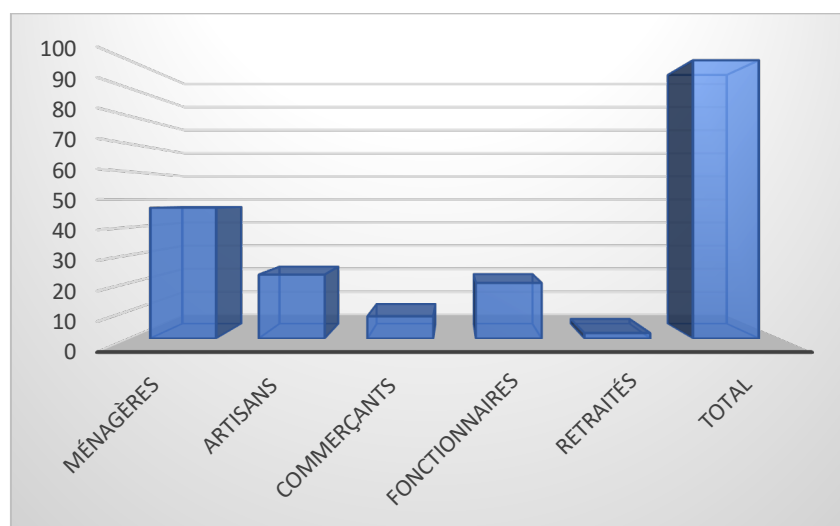


Figure 1: Répartition des enquêtés selon leur fonction

Source : résultats d'analyse d'enquête de terrain, 2024

D'après l'analyse des données, il est clair que la majorité des personnes interrogées dans cette étude sont des ménagères, représentant un pourcentage significatif de 47%. Ce groupe comprend principalement des femmes impliquées dans des tâches domestiques et des activités familiales. Les ménagères peuvent être particulièrement intéressées par les services de microfinance pour soutenir leurs activités génératrices de revenus à petite échelle, telles que la production artisanale ou agricole à domicile.

En second lieu, les artisans constituent 23 % des répondants. Ces individus sont engagés dans des métiers artisanaux variés, tels que la menuiserie, la couture, ou d'autres formes de production et de réparation. Leur accès au microfinancement est crucial pour l'achat de matériaux, l'expansion de leurs activités et la stabilisation de leurs revenus.

Les fonctionnaires représentent également une part significative de 20 % des personnes interrogées. Ces individus occupent des postes dans le secteur public ou parapublic et bénéficient généralement d'une stabilité de revenu relative, ce qui peut faciliter leur accès au crédit pour des besoins personnels ou familiaux.

Les commerçants, quant à eux, ne constituent que 8 % des répondants. Ils sont impliqués dans diverses activités commerciales, allant des petits commerces de proximité aux entreprises plus structurées. Leur besoin en microfinancement peut être crucial pour maintenir et développer leurs stocks de marchandises, ainsi que pour répondre à la demande fluctuante du marché.

Enfin, les retraités représentent la plus petite proportion avec seulement 2 %. Ce groupe, bien que moins nombreux, peut également bénéficier des services de microfinance pour gérer leur épargne, investir dans des projets personnels ou soutenir leurs familles.

Cette répartition démontre la diversité des profils économiques parmi les clients des institutions de microfinance. Chaque groupe présente des besoins spécifiques en termes de services financiers adaptés à leurs activités et situations personnelles. Comprendre ces différences est essentiel pour concevoir des produits financiers efficaces qui répondent aux besoins variés des emprunteurs, tout en favorisant une croissance économique inclusive et durable.

Ces résultats sont appuyés par les propos suivants :

« Mon travail agricole est intensif et dépendant des conditions météorologiques. Les sécheresses ou les inondations peuvent avoir un impact dévastateur sur mes récoltes, rendant difficile le remboursement des prêts contractés pour acheter des semences et des engrais » (M. Juste, producteur à Toffo, 10/07/2024)

2.2.2. Structure familiale des clients des IMF

Tableau 3: Taille du ménage des clients des IMF

Variabiles	Moyenne	Minimum	Maximum
Age	6,12	2	12

Source : résultats d'analyse d'enquête de terrain, 2024

Le tableau 4 ci-dessous présente les statistiques descriptives pour la taille des ménages des clients des institutions de microfinance (IMF).

La taille moyenne des ménages des clients des IMF est de 6,12 personnes, indiquant généralement des familles assez larges. Dans les pays en développement, les familles nombreuses sont courantes et peuvent inclure plusieurs générations, augmentant les besoins financiers pour la nourriture, l'éducation, et la santé, ce qui peut affecter la capacité de remboursement des prêts.

Le ménage le plus petit observé compte 2 personnes, tandis que le plus grand en compte 12. Les ménages plus grands, souvent composés de plusieurs générations, ont des besoins financiers plus élevés, rendant la gestion et le remboursement des prêts plus difficiles. Les ménages plus petits, avec moins de membres économiquement actifs, peuvent avoir moins de pression économique mais aussi moins de sources de revenus.

En conclusion, la taille du ménage est cruciale pour les IMF dans la conception de leurs services financiers. Une meilleure compréhension des dynamiques familiales peut améliorer l'efficacité des programmes de microfinance et soutenir la stabilité économique des familles.

Ces résultats sont appuyés par les dires de Mme Jeanne (commerçante à Toffo, 11/07/2024) : « Ma famille compte six membres, et notre principale source de revenu vient de mon petit stand de fruits au marché local. Les coûts élevés de la vie et les dépenses quotidiennes pour nourrir mes enfants rendent souvent difficile de mettre de côté suffisamment d'argent pour rembourser mes prêts à temps. En plus des frais de marché et des fournitures pour mon commerce, je dois également assumer les frais de santé et d'éducation. Parfois, je me retrouve à jongler entre les priorités familiales et les obligations financières envers l'IMF. »

L'analyse révèle les défis financiers et logistiques des familles nombreuses, qui influencent leur capacité à gérer leurs ressources et à rembourser les prêts. Par exemple, Jeanne, mère de six enfants, gère un petit commerce de fruits, mais ses revenus ne sont pas toujours suffisants pour couvrir les coûts de la vie, l'éducation, et la santé. Cette situation rend difficile le remboursement des prêts microfinanciers, nécessitant des décisions économiques soigneusement calculées pour maintenir la stabilité familiale. Les témoignages soulignent l'impact significatif de la taille du ménage sur la gestion des finances personnelles et le remboursement des prêts aux IMF, avec des dépenses élevées qui compliquent l'épargne et le respect des engagements financiers.

2.2.3. *Repartition des revenus mensuels des clients des IMF*

Tableau 4: Revenu des clients des IMF

	Localités	Moyenne	Ecart type	Minimum	Maximum
Revenu moyen	Toffo	57 126	2595,17	5 000	500 000
	Allada	32 450	1946,38	5000	200 000

Source : résultats d’analyse d’enquête de terrain, 2024

Le tableau 5 présente les revenus moyens des clients des IMF à Toffo et Allada. À Toffo, le revenu moyen est de 57 126 FCFA, indiquant une grande disparité des revenus, avec des sources substantielles possibles comme l'agriculture commerciale ou le commerce. À Allada, le revenu moyen est de 32 450 FCFA, nettement inférieur, en raison de facteurs économiques locaux tels que les ressources et les opportunités d'emploi.

Le revenu minimum dans les deux localités est de 5 000 FCFA, signalant des conditions de pauvreté extrême. Le revenu maximum à Toffo est de 500 000 FCFA, bien plus élevé qu'à Allada, où le maximum est de 200 000 FCFA. Cette différence reflète une plus grande disparité de revenus à Toffo, bien que Allada ait aussi des ménages relativement aisés.

En résumé, les revenus moyens des clients des IMF à Toffo et Allada montrent des écarts importants, nécessitant des approches adaptées pour répondre aux besoins financiers divers de ces populations. Une compréhension des dynamiques économiques locales est essentielle pour développer des produits financiers inclusifs et soutenir une croissance économique équitable. Le tableau suivant aborde la catégorisation des revenus des clients des IMF

Tableau 5: Catégorisation des revenus des clients des IMF

	Fréquence
Tranche de revenu	
	49 %
[0-10 000[	
	25 %
[10 000-50 000[	
	20 %
[50 000- 100 000[	
	6 %
[100 000 et plus[	
	100 %
Total	

Source : résultats d'analyse d'enquête de terrain, 2024

La répartition des revenus des clients des IMF révèle que 49 % se trouvent dans la tranche [0-10 000 FCFA], montrant que les IMF ciblent efficacement les populations à très faible revenu. Ces clients bénéficient de services financiers de base qui les aident à réduire leur vulnérabilité. Un quart des clients (25 %) se situent dans la tranche [10 000-50 000 FCFA], ayant une stabilité économique modeste, leur permettant d'investir dans des activités génératrices de revenus.

20 % des clients ont des revenus moyens, dans la tranche [50 000-100 000 FCFA], ce qui leur permet d'investir dans des projets plus substantiels. Enfin, 6 % des clients se situent dans la tranche [100 000 FCFA et plus], offrant aux IMF l'opportunité d'élargir leur gamme de services et de renforcer leur image d'inclusivité.

La majorité des clients étant à faible revenu est cohérente avec la mission des IMF de servir les populations défavorisées. Cependant, cette prédominance pose des défis, notamment en termes de remboursement des prêts, car les clients à faible revenu sont plus vulnérables aux chocs économiques, rendant le remboursement plus difficile.

Ces résultats sont appuyés par les dires de Maman J. (commerçante) (11/08/2024) : «Je vends des vêtements et des articles ménagers sur le marché. Mes revenus dépendent beaucoup des saisons et des fêtes locales. Pendant les périodes de forte demande, comme les fêtes de fin d'année, je peux faire de bonnes affaires entre 50 000 et 100 000 FCFA et économiser un peu. Mais pendant les saisons mortes, les ventes chutent dramatiquement et il devient difficile de couvrir même les dépenses quotidiennes. Le

revenu irrégulier complique le remboursement régulier des prêts que j'ai pris pour maintenir mon stock. »

Les revenus des clients des IMF sont souvent irréguliers et insuffisants pour couvrir leurs obligations financières. Les commerçants, comme Maman Juliette, dépendent des cycles saisonniers et des fêtes locales, entraînant des périodes de forte demande suivies de faibles revenus. Cette variabilité complique la gestion des finances quotidiennes et le remboursement régulier des prêts. Les clients doivent choisir entre satisfaire leurs besoins immédiats et honorer leurs engagements financiers, ce qui les place sous une pression constante et augmente le risque de défaut de paiement.

2.3. Diversification des sources de revenus des IMF

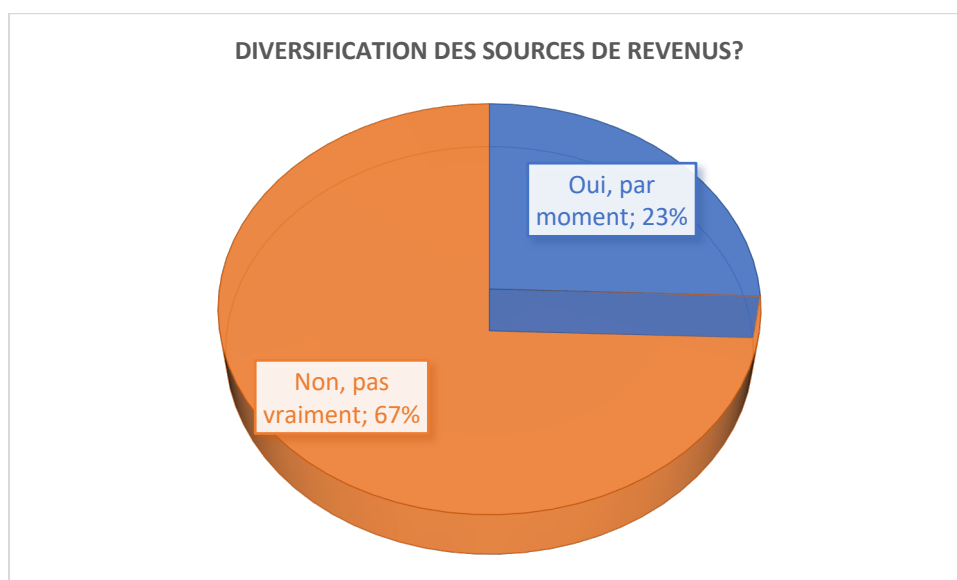


Figure 2: Diversification des sources de revenu

Source : résultats d'analyse d'enquête de terrain, 2024

Les données révèlent une distribution marquée des réponses des clients des institutions de microfinance (IMF) concernant la diversification de leurs sources de revenus. Un pourcentage significatif des clients (67 %) déclare ne pas diversifier leurs revenus de manière substantielle, tandis qu'une minorité (23 %) admet le faire par moments.

Cette répartition soulève des questions cruciales quant à l'impact potentiel sur la stabilité financière des clients et la viabilité des prêts accordés par les IMF. Une dépendance économique accrue envers une seule source de revenu expose les clients à des risques élevés en cas de crises économiques ou de perturbations sectorielles. Pour beaucoup de ces clients, la capacité à

rembourser leurs prêts peut être sérieusement compromise si leur principale source de revenu subit des fluctuations imprévues ou des déclin soudains.

Pour les IMF, la gestion de ce risque de crédit est essentielle pour maintenir leur propre stabilité financière. Les taux élevés de non-remboursement peuvent affecter la capacité de l'IMF à continuer de fournir des services financiers à d'autres clients à faible revenu. Cependant, une diversification efficace des revenus peut réduire ce risque en offrant aux clients une plus grande résilience financière et en augmentant leur capacité à honorer leurs obligations financières même dans des conditions économiques difficiles.

En définitive, bien que la mission des IMF soit d'améliorer l'inclusion financière des populations à faible revenu, la faible diversification des sources de revenus parmi leurs clients présente des défis importants. Ces résultats sont renchéris par les propos suivants :

A. J. Un responsable de microfinance à Allada ajoute : *« Pour de nombreux clients, la diversification des sources de revenus est un concept difficile à mettre en œuvre, principalement en raison des ressources limitées et du manque de formation. Cette situation conduit à une dépendance excessive à une seule source de revenu, rendant les clients plus susceptibles de faire face à des impayés lorsque des imprévus surviennent »* 22/07/2024

Il advient de ces propos que le manque de diversification des sources de revenus des populations constitue parfois une porte ouverte à l’impayé. En effet, de nombreux clients des Institutions de Microfinance (IMF) dépendent souvent d'une seule source de revenu pour subvenir à leurs besoins et rembourser leurs prêts. Cette dépendance excessive crée une situation de vulnérabilité économique, où toute perturbation de leur principale activité peut avoir des conséquences désastreuses sur leur capacité à honorer leurs engagements financiers.

2.4. Contraintes socioéconomiques influençant le remboursement des crédits

Tableau 6: Situation d’impayé et contraintes socioeconomqiues des clients

Contraintes socioéconomiques	Situation d’impayés		Total de fréquence
	Oui	Non	
Faible revenu	45 %	7 %	52 %
Statut social	2 1%	2 %	13 %
Absence des ressources secondaires	5 %	0 %	15%
Taille du ménage élevée	7%	0 %	17%
Niveau d’instruction (faible niveau)	3%	0 %	3%

Source : résultats d’analyse d’enquête de terrain, 2024

L'analyse des données révèle des liens significatifs entre diverses contraintes socioéconomiques et le risque de non-remboursement des prêts par les clients des IMF. Près de 45 % des clients rencontrent des difficultés en raison de faibles revenus, rendant le remboursement ardu à cause de liquidités insuffisantes et de revenus souvent irréguliers. Environ 21 % des clients signalent des contraintes liées à des activités économiques limitées, ce qui restreint leur capacité à diversifier leurs sources de revenus et à stabiliser leur situation financière.

Pour 5 % des clients, l'absence de ressources secondaires constitue une contrainte importante, augmentant le risque de défaut en cas de perturbation financière imprévue. La taille élevée des ménages est mentionnée par 7 % des clients comme une contrainte significative, entraînant des pressions financières supplémentaires et limitant les ressources disponibles pour le remboursement des prêts. Enfin, 3 % des clients font face à des défis dus à un faible niveau d'instruction, ce qui peut conduire à des décisions financières inappropriées et accroître le risque de non-remboursement.

Ahmed M., commerçant (11/07/2024): « Mon magasin de produits alimentaires à Allada est ma principale source de revenu. Cependant, la concurrence avec les grands supermarchés et les augmentations soudaines des prix des fournisseurs affectent mes marges bénéficiaires. Il y a des périodes où je dois réduire les prix pour attirer les clients, ce qui diminue mes bénéfices et rend difficile le remboursement de mes prêts aux IMF »

Les impayés des clients des IMF résultent souvent de facteurs socioéconomiques externes plutôt que d'un manque de volonté. Ces clients vivent souvent dans des environnements économiques instables, marqués par des fluctuations de prix, une forte inflation, et des crises économiques, réduisant leurs opportunités d'emploi et de revenus. De plus, les clients doivent parfois rediriger leurs ressources financières vers des dépenses urgentes telles que les frais médicaux, la scolarité des enfants, ou des événements familiaux comme les mariages et les funérailles, ce qui les empêche de rembourser leurs prêts.

2.5.Diagnostic interne des institutions de microfinance

2.5.1. Analyse SWOT ou FFOM des IMF dans la zone d'étude

Tableau 7: FFOM des IMF

Origine	Forces	Faiblesses
	interne	
	Une forte dynamique locale Existence de cadre de réglementation légale et réglementaire qui régit les coopératives et les IMF. Grâce à l'activité économique intense, le climat des affaires est propice aux coopératives et aux IMF. L'aptitude à drainer presque toute la monnaie provenant des activités informelles dans le circuit bancaire. La possibilité d'accroître le pouvoir d'achat des personnes à faibles revenus grâce à des microcrédits. La population accorde de plus en plus de confiance aux intermédiaires financiers.	Les informations fiables sur l'offre de services financiers à travers le pays sont limitées. Les défis du secteur bancaire traditionnel. Faible mobilisation de la population à faibles revenus par les coopératives et/ou les IMF existantes. Les exigences des coopératives ne sont pas adaptées aux réalités socio-économiques des populations. Les conditions d'adhésion sont défavorables pour les personnes à faibles revenus. Les besoins des populations à faibles revenus ne sont pas pris en compte. Il manque une bonne politique d'information, de sensibilisation et d'éducation des populations pauvres concernant les services de la microfinance. Absence de service de médiation
Origine	Opportunités	Menaces
	externe	
	-Une stabilité politique et économique favorisant le développement du secteur. -La mise en avant de la microfinance en tant que secteur prioritaire -La mise à jour du cadre légal et réglementaire. -Le retour de l'attention de la communauté internationale. -La création d'opportunités de refinancement -La mise en place d'une zone de convergence entre le secteur bancaire traditionnel et la microfinance découlant de l'augmentation du nombre de nouvelles banques agréées. Une grande partie de la population à faibles revenus reste non bancarisée. Le secteur informel est en plein essor, accompagné d'une activité économique intense. La population à faibles revenus a des besoins récurrents en services financiers. Il y a peu de coopératives ou d'institutions de microfinance pour s'occuper de cette population. Le secteur de la production est très vaste et prometteur. La croissance démographique est considérable, ce qui accroît la demande de services financiers.	-L'instabilité (ou la fragilité excessive) de la situation économique macro. Difficultés financières de développer les activités génératrices des revenus par les ménages à faibles revenus. -La présence limitée des structures de supervision des IMF sur le territoire. -Le régime fiscal n'est pas adapté aux exigences du secteur. -Le manque de moyens financiers pour satisfaire l'immense demande. -L'environnement juridique et réglementaire entraîne des distorsions ou dissuade l'innovation. Prolifération des usuriers Accroissement du nombre d'impayés Existence des conflits liés aux impayés

Source : résultats d'analyse d'enquête de terrain, 2024

2.5.2. Analyse croisée des facteurs internes et externes du secteur de la microfinance dans la zone d'étude

□ Forces et Opportunités

La microfinance bénéficie d'une forte dynamique locale et d'un cadre de réglementation légal et réglementaire qui régit les coopératives et les IMF. Le climat des affaires, rendu propice par une activité économique intense, facilite l'opérationnalisation des coopératives et des IMF. La stabilité politique et économique actuelle soutient le développement du secteur, renforçant la confiance de la population envers les intermédiaires financiers. La mise en avant de la microfinance en tant que secteur prioritaire, la mise à jour du cadre légal et réglementaire, ainsi que le retour de l'attention de la communauté internationale, créent des opportunités de refinancement. De plus, la convergence entre le secteur bancaire traditionnel et la microfinance, favorisée par l'augmentation du nombre de nouvelles banques agréées, offre un terrain fertile pour l'expansion des services financiers, particulièrement nécessaires pour une grande partie de la population à faibles revenus non bancarisée et pour répondre à la demande croissante induite par une forte croissance démographique.

□ Forces et Menaces

Malgré ces forces, plusieurs menaces pèsent sur le secteur. L'instabilité macroéconomique peut fragiliser les avancées réalisées. Les difficultés financières pour développer des activités génératrices de revenus par les ménages à faibles revenus restent un défi majeur. La présence limitée des structures de supervision des IMF sur le territoire, un régime fiscal inadapté, et le manque de moyens financiers pour satisfaire la demande immense, peuvent entraver le développement du secteur. De plus, l'environnement juridique et réglementaire, bien qu'existant, peut entraîner des distorsions ou dissuader l'innovation. La prolifération des usuriers, l'accroissement du nombre d'impayés, et les conflits liés aux impayés représentent également des menaces substantielles.

□ Faiblesses et Opportunités

Les informations fiables sur l'offre de services financiers à travers le pays sont limitées, ce qui limite la portée des coopératives et des IMF. Toutefois, la mise en avant de la microfinance comme secteur prioritaire et les opportunités de refinancement peuvent aider à surmonter ce déficit informationnel. La population à faibles revenus, qui a des besoins récurrents en services financiers, pourrait être mieux servie si les exigences des coopératives s'adaptaient aux réalités

socio-économiques locales. L'activité économique intense et le secteur de la production très vaste et prometteur représentent des opportunités majeures, surtout avec une population non bancarisée et une demande de services financiers en forte croissance. L'adoption d'une politique d'information, de sensibilisation et d'éducation efficace pourrait améliorer la mobilisation de la population à faibles revenus par les coopératives et les IMF existantes.

□ Faiblesses et Menaces

Les défis du secteur bancaire traditionnel et la faible mobilisation de la population à faibles revenus par les coopératives et les IMF existantes sont exacerbés par des exigences inadaptées et des conditions d'adhésion défavorables. L'absence de prise en compte des besoins des populations à faibles revenus, le manque de politique d'information, de sensibilisation et d'éducation, et l'absence de service de médiation aggravent la situation. L'instabilité économique, les difficultés financières des ménages à faibles revenus, et la présence limitée des structures de supervision des IMF exacerbent ces faiblesses. Le régime fiscal inadapté et le manque de moyens financiers pour satisfaire la demande immense constituent des obstacles supplémentaires. Enfin, la prolifération des usuriers, l'accroissement des impayés et les conflits liés aux impayés présentent des menaces significatives pour la viabilité et la croissance du secteur de la microfinance.

L'analyse croisée met en lumière les synergies positives potentielles entre les forces internes et les opportunités externes, qui peuvent être exploitées pour développer le secteur de la microfinance. Cependant, elle souligne également les défis majeurs posés par les faiblesses internes et les menaces externes. Pour maximiser les bénéfices et minimiser les risques, il est essentiel de renforcer la régulation, d'améliorer la gouvernance, de mobiliser les ressources nécessaires et d'adapter les politiques et les pratiques aux réalités socio-économiques locales. En surmontant ces obstacles, le secteur de la microfinance peut jouer un rôle crucial dans l'inclusion financière et le développement économique des populations à faibles revenus.

3. Discussion

Selon J. P. Mbusa (2015, p. 67), le revenu d'un individu est non seulement une mesure de sa capacité financière, mais aussi un facteur crucial influençant ses décisions de consommation. Lorsqu'un individu voit son revenu augmenter, cela tend généralement à augmenter la quantité de biens et services qu'il est capable d'acheter. Cette relation positive entre le revenu et la demande est bien établie dans la théorie économique, où l'augmentation du revenu personnel est souvent corrélée à une augmentation de la consommation, en particulier pour les biens

normaux. Il ressort des résultats de la recherche que les clients des IMF ont majoritairement un faible revenu.

Il ressort des résultats de la recherche que les clients des institutions de microfinance (IMF) ont majoritairement un faible revenu. Ces résultats corroborent ceux de M. Bateman et H.J. Chang (2016, p. 76) , M. K. Hassan et B. Sanchez (2017, p. 45). Les auteurs soulignent que le faible revenu des emprunteurs, particulièrement les femmes au Bangladesh, a conduit à un surendettement et à des difficultés de remboursement. Ils mettent en lumière les défis structurels et socio-économiques auxquels sont confrontés les emprunteurs, et plaident pour une réforme des pratiques de microfinance pour mieux répondre aux besoins réels des emprunteurs à faible revenu.

Les structures familiales influencent significativement la dynamique économique et sociale des emprunteurs des institutions de microfinance (IMF). Les résultats de cette recherche montrent que les structures familiales influencent également la dynamique économique et sociale des emprunteurs des institutions de microfinance (IMF) en les induisant dans la situation d'impayé. De plus, les structures familiales de par leur taille élevée, influence les décisions de prêt et d'investissement des emprunteurs. Les études de C. Udry (2015, p. 52) ; M. Fafchamps et A.R. Quisumbing (2016 p. 104). K. Beegle *et al.* (2018, p. 71) ; S. Desai *et al.* (2015, p. 156). Il conclut que les ménages de grande taille peuvent avoir des stratégies d'épargne différentes en raison de la répartition des revenus et des ressources entre les membres de la famille. Les résultats suggèrent que les ménages de grande taille peuvent épargner moins en moyenne par membre en raison de la nécessité de subvenir aux besoins de plusieurs personnes. Ces conclusions mettent en lumière la complexité des interactions entre la taille du ménage, les dynamiques familiales et la situation économique des ménages. Elles soulignent l'importance d'approches intégrées qui prennent en compte ces facteurs pour informer les politiques et les interventions visant à soutenir les ménages dans leur développement économique et social.

Le manque de diversification des sources de revenus parmi les emprunteurs des IMF de la zone d'étude constitue un facteur critique influençant le risque de non-remboursement des prêts dans le secteur de la microfinance. Les études de T. Arun *et al.* (2017, p. 123) et S. Kablan et E.B. Yehoue (2017, p. 106) montrent que la diversification des sources de revenus joue un rôle essentiel dans la résilience économique des emprunteurs. Par exemple, avoir plusieurs activités génératrices de revenus peut amortir l'impact négatif d'une baisse de revenu dans une seule activité. Cela permet aux emprunteurs de maintenir leur capacité à honorer leurs engagements financiers même en cas de difficultés temporaires. De même les travaux de A. Vanroose *et al.*

(2020, p. 75) rejoignent ceux de cette recherche. Pour eux, les emprunteurs qui diversifient leurs activités économiques grâce aux prêts des IMF peuvent mieux résister aux chocs économiques et sont plus susceptibles de rembourser leurs dettes. Cela suggère que les programmes de microfinance doivent encourager la diversification des revenus pour améliorer la durabilité financière des emprunteurs. Ces conclusions mettent en lumière l'importance de la diversification des sources de revenus comme stratégie efficace pour réduire le risque de non-remboursement des prêts dans le domaine de la microfinance. Elles montrent que la diversification non seulement améliore la résilience économique des emprunteurs face aux chocs économiques, mais aussi renforce la viabilité des programmes de microfinance en favorisant des remboursements plus réguliers et plus fiables.

Pour les institutions de microfinance, comprendre ce lien entre la diversification des revenus et le risque de non-remboursement est crucial. Elles peuvent adapter leurs produits financiers en tenant compte de la diversité des activités économiques des emprunteurs.

Conclusion

Les résultats de cette recherche dont l'objectif principal est de décrire les conditions socioéconomiques des clients des institutions de microfinance qui induisent les situations des impayés. Les résultats de l'analyse indiquent une corrélation significative entre plusieurs contraintes socioéconomiques et la probabilité accrue des clients des institutions de microfinance (IMF) de se retrouver en situation d'impayés. Parmi ces contraintes figurent un faible revenu, une diversité limitée des activités économiques, l'absence de ressources secondaires, une taille de ménage élevée ainsi qu'un faible niveau d'instruction. Ces facteurs combinés exacerbent les défis financiers auxquels sont confrontés les emprunteurs, soulignant l'importance d'approches de microfinance adaptées qui tiennent compte de ces réalités socioéconomiques pour améliorer la durabilité et l'efficacité des programmes de prêt.

Références bibliographiques

Afonso, João, Morvant-Roux, Solène, Guérin, Isabelle, Forcella, Davide, 2016, Doing Good by Doing Well? Microfinance, Self-Regulation and Borrowers' Over-Indebtedness in the Dominican Republic. *Journal of International Development*, 29(7), 919-935. <https://doi.org/10.1002/jid.3244>

Akpla Rodrigue, AkiolaB. Lydie (2017). Analyse des causes des impayés dans une institution de microfinance: cas de PEBCO-BETHESDA, Agence de Cocodji, Université d'Abomey-Calavi, Bénin.

Arun Thankom, Bendig Mirko, Arun Shoba, Dia Mariko, 2017, Financial and Social Inclusion in India: Assessing the Role of Microfinance Institutions. *World Development*, 92, 104-119.

Ayayi, G. Ayi., Noël Christine, 2007, *Défis et perspectives de la recherche en microfinance*. 5ème Congrès de l'ADERSE – Grenoble, France.

Bateman Milford, Chang Ha-Joon, 2016, *Microfinance and its Discontents: Women in Debt in Bangladesh*. Zed Books.

Beegle Kathleen, De Weerd Joachim, Friedman Jed, 2018, Family Networks and School Enrolment: Evidence from a Randomized Social Experiment. *Journal of Development Economics*, 134, 363-375.

Bylander Maryann, (2015), Credit as Coping: Rethinking Microcredit in the Cambodian Context. *Oxford Development Studies*, 43(4), 533-553. <https://doi.org/10.1080/13600818.2015.1064880>

Creswell John W, 2018, *Research Design: Qualitative, Quantitative, and Mixed Methods Approaches*. Sage publications.

Desai Sonalde, Dubey Amaresh, Vanneman Reeve, 2015, Maternal Education and Child Health: Is There a Strong Causal Relationship? *Demography*, 52(2), 709-735.

Doligez Franck, Bastiaensen Johan, Bédécarrats Florent, Labie Marc, 2016, L'inclusion financière, nouvel avatar de la libéralisation financière ? *Revue Tiers Monde*, 225(1), 9-20.

Fafchamps Marcel, Quisumbing, Agnes R, 2016, Marriage, Bequest, and Assortative Matching in Rural Ethiopia. *Economic Development and Cultural Change*, 64(1), 167-189.

Hashemi Syed, Rosenberg Richard, 2006, Faire accéder les plus pauvres à la microfinance en associant filet de protection sociale et services financiers, *CGAP, Focus* n° 34, p. 12.

Hassan M. Kabir, Sanchez Benito, 2017, The Impact of Microfinance Institutions on the Financial Performance of Small Enterprises in Malaysia. *Journal of Small Business Management*, 55(1), 39-56.

Kablan, Soumaila, & Yehoue, Etienne B. (2017). A Macro-Financial Analysis of the Euro Area Sovereign Bond Market. *Journal of Economic Dynamics and Control*, 82, 34-54.

Mbusa Jucquin Paluku, 2015, *Revenu et dépense de l'éducation dans les ménages du quartier Mapendo*. Mémoire de Licence, Université de Goma – Goma, République Démocratique du Congo.

Morduch, Jonathan, Armendáriz, Beatriz, 2018, *The Economics of Microfinance* (2nd ed.). MIT Press – Cambridge, Massachusetts, USA.

Morduch, Jonathan, Schneider Rachel, 2017, *The Financial Diaries: How American Families Cope in a World of Uncertainty*. Princeton University Press – Princeton, New Jersey, USA.

Udry Christopher, 2015, Household Structure and Savings Behavior. *Economic Development and Cultural Change*, 63(4), 661-688.

Vanroose Annabel, D'Espallier Bert, D'Hondt Charles, 2020, The Impact of Microfinance Loans on Clients' Businesses: Evidence from Tanzania. *World Development*, 129, 104882.

Woller Gary, Dunford Christopher, Woodworth Warner, 1999, Where to Microfinance? *International Journal of Economics Development*, 01(01), 29-64.